

Accessibilité numérique : ce que la loi exige en 2026

Cadre légal, premières condamnations, RGAA 5 et enjeux de réputation pour les entreprises et les organismes publics.

Charles Peloye

Product designer · Auditeur accessibilité RGAA
+33 6 48 27 24 18 · charlespeloye@gmail.com



Qui est concerné et depuis quand

2005

Loi du 11 février 2005

L'article 47 impose l'accessibilité des services publics en ligne : sites, intranets, applications et progiciels.

2019

Décret du 24 juillet 2019

L'obligation s'étend aux entreprises qui réalisent plus de 250 M€ de chiffre d'affaires en France.

2023

Ordonnance du 6 septembre 2023

L'Arcom reçoit le pouvoir de contrôler, de mettre en demeure et de sanctionner.

2025

European Accessibility Act

Depuis le 28 juin 2025, e-commerce, banque, transports et médias sont concernés quelle que soit la taille de l'entreprise. Seules les microentreprises sont exemptées.

SANCTIONS

Ce que risque une organisation non conforme

Arcom	Organismes publics et délégataires de service public	Jusqu'à 50 000 € par service non conforme au RGAA
Arcom	Tous les organismes de l'article 47, dont les entreprises de plus de 250 M€ de chiffre d'affaires	Jusqu'à 25 000 € déclaration, schéma ou plan manquant
DGCCRF	Services aux consommateurs couverts par l'European Accessibility Act	7 500 € par infraction pour une société, cumulables
Juge judiciaire	Toute entreprise assignée en justice, par exemple par une association	Injonction sous astreinte plus dommages et intérêts

Les sanctions de l'Arcom peuvent être prononcées à nouveau si le manquement dure plus de six mois.

Les premières décisions sont tombées en 2026

71 %

C'est le taux de conformité que Carrefour a fait valoir devant le tribunal judiciaire de Caen. Le juge l'a jugé insuffisant dans son ordonnance du 4 juin 2026.

Le site « ne peut pas être seulement un peu accessible, il doit l'être totalement »

6 mois

pour se mettre en conformité

500 €

d'astreinte par jour de retard

10 000 €

de dommages et intérêts

Arcom · 24 juin 2026

Première mise en demeure publique, visant le site impots.gouv.fr. La décision est parue au Journal officiel.

Auchan · 5 mai 2026

Associations déboutées à Lille, la filiale e-commerce étant sous le seuil de 250 M€. Elles ont fait appel.

E.Leclerc et Picard

Assignés en même temps que Carrefour. L'audience de Leclerc était fixée au 22 septembre 2026 à Créteil.

Ce que prévoit le RGAA 5, attendu fin 2026

Annoncé par la DINUM le 2 mars 2026. D'ici là, le RGAA 4.1.2 et ses 106 critères restent la référence.

Les WCAG 2.2

Six critères A et AA en plus : cibles tactiles, glissement, authentification.

Le mobile

Une méthode de test dédiée aux applications iOS et Android.

Les documents diffusés

PDF, Word, Excel et PowerPoint ont leurs propres critères.

Le contrôle par l'Arcom

L'Arcom est désignée autorité de contrôle du référentiel.

Un téléservice

Dépôt et publication des déclarations sur une plateforme unique.

Des critères réécrits

Des formulations plus simples, moins sujettes à interprétation.

À retenir : le RGAA 5 complète le 4.1.2 sans le contredire. Ce qui est corrigé aujourd'hui reste acquis et les déclarations existantes restent valables 18 mois.

Au-delà de l'amende, l'image et la RSE

12 à 15

millions

de personnes en situation de handicap en France selon la DINUM. S'y ajoutent les seniors et les handicaps temporaires. Pour eux, un parcours bloquant est une vente ou une démarche qui n'aboutit pas.

Une exposition publique

Les mises en demeure de l'Arcom paraissent au Journal officiel. Les associations médiatisent chaque assignation.

Un sujet de reporting

Dans la CSRD, la norme ESRS S4 couvre l'accès des clients aux produits et services et la non-discrimination.

Un critère d'achat

Les marchés publics exigent le respect du RGAA. Un fournisseur non conforme expose aussi son client.

Une question d'employeur

Intranets et outils métier relèvent de l'article 47. Leur accessibilité conditionne l'emploi des personnes handicapées.

PASSER À L'ACTION

Trois étapes pour se mettre en conformité

01

Mesurer

Un audit RGAA sur un échantillon représentatif de pages et de parcours. Il donne un taux fiable et permet une déclaration sincère.

02

Prioriser

Un plan de corrections classé par rendement. Beaucoup de défauts se règlent une seule fois dans le design system.

03

Intégrer

L'accessibilité prise en compte dès la conception, WCAG 2.2 comprises, pour ne pas corriger deux fois.

Charles Peloye

Product designer · Auditeur accessibilité RGAA

+33 6 48 27 24 18

charlespeloye@gmail.com